

CONSEIL

Conseil

**RENOUVELLEMENT DU PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF AU CENTRE FISCAL
MULTILATÉRAL DE L'OCDE À MEXICO**

(Note du Secrétaire général)

Contact : M. Pascal Saint-Amans
Tél. +33 (0)1 45 24 91 08 ; courriel : Pascal.Saint-Amans@oecd.org

JT03347051

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.



1. La présente note a pour objet de consulter le Conseil à propos du renouvellement du protocole d'accord relatif à la mise en œuvre du programme fiscal multilatéral au Centre fiscal multilatéral de l'OCDE à Mexico (ci-après le « CFM de l'OCDE à Mexico »). Cette consultation est menée conformément à la Résolution du Conseil sur les installations de l'OCDE situées hors du siège en date du 23 novembre 2005 [[C/M\(2005\)22](#), point 294].

Contexte

2. Le réseau de centres fiscaux multilatéraux du Comité des affaires fiscales (CAF) a été créé pour servir de plateforme d'échange entre les pays OCDE et non OCDE en matière fiscale. Ces centres fiscaux organisent des séminaires et des ateliers sur la politique fiscale, l'administration de l'impôt et les questions de fiscalité internationale à l'intention de hauts fonctionnaires des impôts issus de pays Partenaires (non Membres). L'objectif global consiste à aider les fonctionnaires de l'administration fiscale à élaborer et à mettre en œuvre des politiques fiscales efficaces et efficientes, à promouvoir l'adoption des normes et lignes directrices édictées par l'OCDE, et à mieux comprendre les besoins des pays Partenaires.

3. Dans le cadre des activités du Comité des affaires fiscales, des CFM ont été établis à Budapest et à Vienne en 1992, dans le but de proposer des séminaires et ateliers à de hauts fonctionnaires des impôts issus de pays d'Europe centrale et orientale et des Nouveaux États Indépendants. Depuis lors, le champ d'action des CFM a été étendu grâce à l'ouverture de deux nouveaux centres, au Mexique et en Turquie. Un programme sur la fiscalité est également mis en œuvre au Centre régional conjoint OCDE-Corée pour l'action publique.

4. Les programmes de travail mis en œuvre dans les CFM sont établis annuellement sur la base du programme de travail du CAF et de ses organes subsidiaires. Les CFM ne requièrent pas de l'OCDE un engagement financier fixe et offrent une structure aux coûts modérés qui associe les pays Partenaires aux travaux du CAF en permettant le développement de partenariats à des coûts opérationnels minima.

5. Les dispositions pratiques relatives aux CFM sont régies par des protocoles d'accord.

6. En novembre 2012, le Conseil a été consulté à propos du renouvellement du protocole d'accord concernant les Centres fiscaux de l'OCDE à Ankara, Budapest, Vienne et Mexico [[C\(2012\)149](#) et CORR1]. Afin de rationaliser la gestion des protocoles d'accord relatifs aux CFM, il a été décidé d'harmoniser leurs dates d'expiration respectives pour les fixer uniformément au 31 décembre 2016, et de consulter le Conseil sur les renouvellements.

7. En mars 2013, le Conseil a pris note du renouvellement du protocole d'accord relatif au Centre fiscal de l'OCDE à Budapest jusqu'au 31 décembre 2016 [[C\(2013\)22](#)]. Avec le présent renouvellement du protocole d'accord relatif au Centre fiscal de l'OCDE à Mexico, les dates d'expiration de tous les protocoles d'accord relatifs aux CFM seront ainsi harmonisées.

Le Centre fiscal multilatéral de l'OCDE à Mexico

8. Depuis sa création en 2004, le CFM de l'OCDE à Mexico a vu se dérouler 42 semaines d'ateliers auxquels ont participé 1 100 fonctionnaires de l'administration fiscale issus de 35 pays. Les informations en retour et les évaluations indépendantes ont été très positives.

9. Le gouvernement mexicain met à la disposition du CFM un centre de formation qui comprend des salles de cours et des bureaux, ainsi qu'un personnel de soutien sur place. Le CFM de l'OCDE à Mexico est géré par le ministère mexicain des Finances et du Crédit public. L'actuel protocole d'accord régissant les dispositions pratiques relatives au CFM de l'OCDE à Mexico vient à expiration le 31 décembre 2013 [pour référence, voir le document [C\(2008\)135](#)]. Les paragraphes 5 à 7 du protocole

d'accord décrivent les coûts pris en charge par l'OCDE et par le Mexique, et les dépenses supportées par l'OCDE restent sujettes à la disponibilité de financements.

10. Le CFM de l'OCDE à Mexico continue à obtenir des résultats très satisfaisants et le gouvernement du Mexique comme le CAF souhaitent le voir poursuivre ses activités, sans changement opérationnel, du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016, comme les autres CFM. Le projet de protocole d'accord figure en Appendice.

Action proposée

11. À la lumière de ce qui précède, le Secrétaire général invite le Conseil à adopter le projet de conclusions suivant :

LE CONSEIL

- a) prend note du document [C\(2013\)129](#) ;
- b) prend note du projet de protocole d'accord prolongeant les activités du Centre fiscal multilatéral de l'OCDE à Mexico jusqu'au 31 décembre 2016, figurant en Appendice au document [C\(2013\)129](#).

APPENDICE

PROTOCOLE D'ACCORD

entre

LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE

et

L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

concernant

LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME FISCAL MULTILATÉRAL AU CENTRE FISCAL MULTILATÉRAL DE L'OCDE À MEXICO

Le gouvernement des États-Unis du Mexique, par le biais du ministère des Finances et du Crédit public (« Mexique »), et l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE »), conviennent de ce qui suit :

1. Conformément aux dispositions de la Convention relative à l'OCDE en date du 14 décembre 1960 dont le gouvernement du Mexique est signataire, la création du Centre fiscal multilatéral de l'OCDE à Mexico (le Centre) a été approuvée par le Conseil de l'OCDE en 2004 dans le but de former les hauts fonctionnaires des impôts. Le gouvernement mexicain met à la disposition un centre de formation adéquat, qui offre toutes les infrastructures nécessaires (hébergement, salles de cours, bureaux, etc.) et l'OCDE organise dans ce centre un certain nombre de séminaires annuels portant sur des questions fiscales s'adressant à des hauts responsables issus des administrations fiscales d'économies non Membres de l'OCDE.

2. Le présent protocole d'accord définit le cadre de la coopération entre le gouvernement du Mexique et l'OCDE pour la mise en œuvre du programme fiscal multilatéral au Centre, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016. Ce protocole fait suite aux protocoles précédents qui couvraient respectivement les périodes 2004-08 et 2009-13. Le programme, en particulier le nombre de séminaires et les thèmes abordés ainsi qu'un état prévisionnel des financements et des dépenses, sera défini sur une base annuelle par l'OCDE en consultation avec le ministère des Finances et du Crédit public du Mexique (*Secretaria de Hacienda y Credito Publico*). Le Centre devrait accueillir au moins deux séminaires par an. Ce programme, comme les programmes similaires mis en œuvre dans d'autres pays, sera présenté au Groupe consultatif pour la coopération avec les économies non OCDE du Comité des affaires fiscales (CAF). Le présent protocole d'accord est subordonné à ce que le programme continue de faire partie du Programme de travail et Budget de l'OCDE.

3. Conformément à ce protocole d'accord, et sous réserve des règles et procédures de l'OCDE :
 - a) Le Centre sera géré par le ministère des Finances et du Crédit public (*Secretaria de Hacienda y Credito Publico*) ;
 - b) Les coûts engagés pour le fonctionnement du Centre et la mise en œuvre de son programme annuel seront répartis entre l'OCDE et le Mexique selon les modalités indiquées ci-dessous.
4. Sous réserve d'un accord mutuel entre l'OCDE et le Mexique, les installations techniques du Centre seront utilisées pour l'organisation d'autres projets entrant dans le cadre des activités du Centre de politique et d'administration fiscales (CTPA) de l'OCDE.

A. Contribution financière de l'OCDE

5. La contribution financière annuelle de l'OCDE sera soumise aux règles et procédures de l'OCDE et proviendra de deux sources :
 - a) le budget annuel du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE ;
 - b) les contributions volontaires versées dans le cadre de ce protocole d'accord.
6. Sous réserve de financement disponible, la contribution financière de l'OCDE sera utilisée pour couvrir les dépenses indiquées ci-dessous et les décaissements seront effectués conformément aux règles et procédures financières de l'OCDE :
 - a) les salaires des agents de l'OCDE qui travaillent sur ce programme ;
 - b) les frais de participation aux séminaires des membres du Secrétariat de l'OCDE ainsi que des consultants indépendants.

B. Contribution du Mexique

7. Le Mexique apporte une contribution directe en mettant à disposition les locaux du Centre et en payant les coûts y afférents :
 - a) la mise à disposition des locaux et tous les frais d'entretien général y afférents ;
 - b) les dépenses liées à la soirée de bienvenue organisée pour chaque séminaire ;
 - c) les frais de transport des participants entre l'hôtel retenu et le Centre ;
 - d) les coûts d'interprétation en espagnol ;
 - e) les coûts de traduction des documents en espagnol ou, si nécessaire, en anglais ;
 - f) les salaires des agents administratifs locaux, y compris ceux du directeur ou du coordinateur et du personnel de soutien technique. Ces agents, qui ne peuvent pas être du personnel de l'OCDE, seront recrutés par le Mexique. L'OCDE sera informée de tout changement de personnel ;
 - g) les frais d'équipement liés à l'interprétation, un rétroprojecteur, un photocopieur, un ordinateur portable et une imprimante dans le Centre ;

- h) les frais généraux d'entretien et de fonctionnement du photocopieur, du fax, du téléphone, des PC et de l'abonnement annuel à Internet utilisés pour l'organisation des séminaires ainsi que l'intervention des techniciens et toutes autres dépenses liées aux séminaires ;
- i) tous autres frais en rapport avec le fonctionnement du Centre.

8. Le Mexique soumettra chaque année un rapport au Groupe consultatif pour la coopération avec les économies non OCDE du CTPA/OCDE au sujet de la contribution du Mexique pendant l'année précédente.

9. Ce présent protocole d'accord, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2014, sera modifié si nécessaire par un accord écrit entre les deux parties. L'une ou l'autre partie pourra y mettre fin moyennant un préavis de trois mois.

Signé le _____ 2013 :

Pour l'OCDE

Pour les États-Unis du Mexique

M. Rintaro Tamaki
Secrétaire général adjoint
OCDE

M. Luis Videgaray Caso
Ministre des Finances et du Crédit public
Gouvernement du Mexique